

**Point de presse du porte-parole
adjoint - États-Unis/Déplacement de
M. Jean-Yves Le Drian -
Tourisme/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne en
Haute-Savoie - Ukraine/Situation à
l'est du pays - Syrie/Situation dans
la Ghouta orientale - Yémen - Iran -
Cameroun - Birmanie - Agendas du
ministre, de la ministre chargée des
affaires européennes et du
secrétaire d'État du 17 au 24
décembre 2017/Principaux éléments
publics
(Paris, 15 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - États-Unis - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (Washington, 18 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le 18 décembre à Washington. Ce déplacement interviendra à un moment particulièrement important de nos relations bilatérales, compte tenu de l'ampleur des défis auxquels la France et les États-Unis doivent répondre ensemble.

À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Yves Le Drian approfondira les échanges réguliers qu'il a avec son homologue Rex Tillerson, qu'il a reçu à Paris le 8 décembre. Il s'entretiendra également avec M. Herbert McMaster, conseiller à la sécurité nationale, avec M. Wilbur Ross, secrétaire au commerce, et avec M. Jared Kushner, conseiller spécial du président américain. Il rencontrera par ailleurs plusieurs représentants de think tanks.

Ces échanges permettront à M. Jean-Yves Le Drian d'évoquer notre coopération dans tous les domaines, à commencer par la lutte contre le terrorisme et les principales crises régionales :

- Syrie : le ministre des affaires étrangères évoquera la situation au lendemain des dernières tentatives de discussion entre le régime et l'opposition à Genève ;

- Liban : il fera le point sur notre appui à ce pays après la réunion du groupe international de

soutien qui s'est tenue à Paris le 8 décembre ;

- Iran : M. Jean-Yves Le Drian rappellera notre attachement à une mise en oeuvre exigeante du JCPOA tel qu'il a été accepté par toutes les parties, notre inquiétude face à l'activisme de l'Iran dans la région et notre préoccupation devant la poursuite du programme balistique iranien ;

- processus de paix au Proche-Orient : il rappellera notre méthode et nos objectifs, en particulier s'agissant de Jérusalem ;

- Libye et Sahel : il évoquera la situation en Libye et la mobilisation de la communauté internationale en faveur du Sahel ; il présentera à cet égard les résultats du sommet du G5 Sahel qui s'est tenu à La Celle-Saint-Cloud le 13 décembre ;

- Corée du Nord : le ministre redira notre fermeté face à la menace nucléaire et balistique.

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian abordera également notre coopération sur les questions globales. Il exposera notamment les résultats du «One Planet Summit» du 12 décembre.

La France et les États-Unis sont des alliés historiques, dont la force des liens a été rappelée à plusieurs occasions en ce centenaire de l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de la France. Nos deux pays entretiennent un dialogue étroit dans tous les domaines à tous les niveaux.

2 - Tourisme - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne en Haute-Savoie (15 décembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectue le 15 décembre un déplacement en Haute-Savoie à l'occasion de l'inauguration du nouveau Club Med «Grand Massif Samoëns Morillon» dans la commune de Samoëns.

Le développement du tourisme figure parmi les priorités économiques du gouvernement. Nous avons une double ambition pour l'horizon 2020 : 100 millions de touristes internationaux accueillis en France et 50 milliards d'euros de recettes touristiques. Les chiffres de l'année 2017 devraient atteindre un record historique, avec une fréquentation comprise entre 88 et 89 millions d'arrivées de touristes internationaux - soit une croissance de plus de 5% par rapport à l'an dernier. Pour maintenir cette dynamique et renforcer l'attractivité de nos destinations, l'offre touristique doit s'améliorer, se moderniser et s'adapter aux attentes des clientèles internationales.

Le complexe «Grand Massif Samoëns Morillon» est un projet exemplaire qui structure durablement l'offre touristique du territoire, avec un produit destiné à accueillir des visiteurs en

hiver comme en été. La saison estivale est en effet également un enjeu fort pour les montagnes françaises. Pour ce projet, le Club Med a bénéficié d'un apport en fonds propres de la Caisse des dépôts à hauteur de 26 millions d'euros.

Pour moderniser l'offre et stimuler la demande, notamment internationale, le gouvernement a lancé deux missions importantes portant sur le financement de la promotion internationale et sur l'investissement touristique. Les conclusions de ces missions et les mesures retenues seront présentées le 19 janvier par le Premier ministre à l'occasion du second conseil interministériel du tourisme.

Comme l'a indiqué M. Jean-Baptiste Lemoyne, «la France ne peut pas se payer le luxe de se reposer sur ses lauriers et afin de reconquérir la première place en Europe, il faut multiplier ce type d'investissement. L'inauguration de ce resort est un exemple et l'action du Club Med est décisive pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés».

3 - Ukraine - Situation à l'est du pays

La France condamne les bombardements qui ont mis en danger cinq observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine dans la nuit du 13 décembre à Popasna (région de Louhansk). Les parties ont l'obligation d'assurer la sécurité des observateurs, conformément au mandat de la mission approuvé par les 57 États de l'OSCE.

Nous sommes vivement préoccupés par le regain d'intensité des combats dans l'est de l'Ukraine, qui ont fait 17 morts et 37 blessés depuis le début du mois de décembre.

La France est pleinement mobilisée, aux côtés de l'Allemagne au sein du «format de Normandie», en faveur du règlement du conflit. Nous appelons l'ensemble des parties, lors de la prochaine réunion du groupe de contact trilatéral à Minsk le 20 décembre, à reconduire le cessez-le-feu à l'occasion de Noël. Nous demandons en particulier à la Russie d'user de son influence auprès des séparatistes pour veiller au plein respect du cessez-le-feu.

4 - Syrie - Situation dans la Ghouta orientale

La France dénonce la situation insoutenable des populations syriennes dans la Ghouta orientale. Celle-ci, assiégée par l'armée de Bachar al-Assad depuis plusieurs années, est censée être l'une des zones de désescalade établies dans le cadre du processus d'Astana.

En violation des engagements qu'il y a pris, le régime syrien mène néanmoins d'intenses bombardements qui ont causé plusieurs centaines de victimes civiles ces dernières semaines. Il bloque l'accès à l'aide humanitaire pour les 400.000 habitants de la région et refuse l'évacuation médicale d'urgence de près de 500 civils, dont 137 enfants.

Il est donc urgent que la Russie et l'Iran, garants du processus d'Astana et alliés du régime de

Damas, prennent leurs dispositions pour que celui-ci cesse les bombardements et que l'aide humanitaire parvienne de manière sûre, complète et sans entrave aux personnes qui en ont besoin. La France rappelle avec force que l'accès des personnels médicaux et humanitaires aux zones de conflit est un impératif. En refusant l'accès humanitaire, le régime de Damas se rend responsable de crimes de masse, en particulier à travers l'utilisation du siège comme arme de guerre. Nous exprimons notre préoccupation particulière pour les enfants, dont la malnutrition s'ajoute à leurs souffrances depuis le déclenchement du conflit.

La France continuera d'oeuvrer pour que l'aide humanitaire soit accessible à tous sur l'ensemble du territoire syrien. Elle agira notamment en faveur du renouvellement de la résolution 2165 du conseil de sécurité autorisant l'aide humanitaire transfrontalière.

Q - Comment évaluez-vous le processus de Genève pour la Syrie faisant suite au constat par l'envoyé spécial d'un échec total ? Est-ce que cela ne démontre pas l'impuissance de ce processus, de l'envoyé spécial et des parrains ?

R - La France rappelle qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique négociée agréée par les deux parties sous l'égide des Nations unies, seul cadre agréé par la communauté internationale sur la base du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité. Elle réitère à cet égard son soutien aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura.

Nous déplorons l'attitude du régime syrien, qui a refusé de s'engager dans la discussion depuis le 28 novembre. Il s'agit d'une stratégie d'obstruction irresponsable par rapport à l'ampleur des enjeux auxquels est confrontée la Syrie, afin de rétablir la paix, de permettre le retour des réfugiés et d'éradiquer le terrorisme.

Après bientôt sept années de guerre, le bilan du conflit continue pourtant de s'alourdir. Le régime syrien porte la responsabilité de l'absence de progrès dans les négociations. Nous relevons à l'inverse, comme l'ont souligné les Nations unies, l'attitude constructive de l'opposition syrienne, qui s'est présentée unie à Genève.

5 - Yémen

Q - Estimez-vous que les preuves présentées par les États-Unis liant l'Iran aux armes utilisées dans la guerre au Yémen sont irréfutables ? Est-ce que Paris a ses propres sources d'informations qui sont aussi irréfutables ?

R - Les États-Unis ont présenté le 14 décembre des pièces d'armement, dont ils ont indiqué qu'il s'agissait de débris du missile tiré le 4 novembre du Yémen vers l'Arabie saoudite. Le secrétariat des Nations unies a également eu l'occasion d'examiner ces pièces et fait actuellement le point sur l'ensemble des informations disponibles.

Aucune conclusion n'a été tirée à ce stade par le secrétariat des Nations unies. La France

continue à examiner les informations à sa disposition.

La France est préoccupée par le programme balistique de l'Iran et appelle l'Iran à se conformer pleinement à la résolution 2231 du Conseil de sécurité.

6 - Iran

Q - Soutenez-vous la proposition des États-Unis de travailler à la mise en place d'une coalition internationale pour «repousser» l'Iran ?

R - Notre approche est constante : nous sommes attachés à une mise en oeuvre exigeante du JCPOA tel qu'il a été accepté par toutes les parties ; nous observons avec inquiétude l'activisme de l'Iran dans la région et la poursuite du programme balistique iranien. Le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères l'ont dit à plusieurs reprises.

Ces questions doivent être traitées séparément dans le cadre d'un dialogue exigeant, que nous souhaitons productif avec les autorités iraniennes. C'est dans ce cadre que M. Jean-Yves Le Drian se rendra prochainement en Iran.

Notre méthode est de parler à tous dans la région.

Notre objectif est d'obtenir une désescalade des tensions en vue de parvenir à un règlement des crises.

7 - Cameroun

Q - La situation dans la région anglophone du Cameroun ne cesse de se dégrader. Quel rôle peut jouer Paris pour essayer d'apaiser la situation ?

R - La France observe avec attention la situation au Cameroun, pays ami et partenaire.

Nous avons exprimé notre préoccupation après les incidents survenus en octobre dans les régions anglophones, qui ont fait plusieurs victimes. Nous avons par ailleurs condamné les crimes récemment commis contre des représentants des forces de l'ordre.

Nous appelons l'ensemble des acteurs à la retenue et au rejet de la violence. Nous encourageons le règlement des tensions par le dialogue, en vue de répondre, de manière pacifique et concertée, aux préoccupations de toutes les parties dans le respect de l'unité et de l'intégrité du pays. Ce sont des messages que nous passons également aux autorités camerounaises.

8 - Birmanie

Q - Pensez-vous que l'Union européenne devrait étudier la possibilité de nouvelles sanctions contre la Birmanie ?

R - Comme vous le savez, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé de suspendre les invitations de membres de l'armée birmane et se sont déclarés prêts à prendre des mesures restrictives additionnelles à l'encontre des militaires birmans si la situation ne s'améliore pas. La situation des populations rohingyas continue à être attentivement suivie au niveau européen. M. Jean-Yves Le Drian a eu l'occasion d'évoquer ce sujet avec ses homologues lors du conseil affaires étrangères du 11 décembre.

Comme les derniers rapports des Nations unies et de plusieurs ONG le montrent, la situation reste très préoccupante tant sur le plan humanitaire qu'en matière de droits de l'Homme. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés par les violences.

C'est un sujet de grave préoccupation pour la France. M. Jean-Yves Le Drian l'a dit aux autorités birmanes lors de son déplacement à Naypyidaw le 20 novembre.

Nous appelons les forces de sécurité birmanes à mettre fin aux exactions dans l'État de l'Arakan et à assurer la protection des populations civiles et de leurs biens sans discrimination. Nous les appelons aussi à rétablir rapidement un accès humanitaire sûr et sans entrave et à mettre en oeuvre le mémorandum d'entente signé entre la Birmanie et le Bangladesh le 23 novembre, en créant les conditions d'un retour volontaire, sûr et durable des réfugiés chez eux.

9 - Agendas du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État - du 17 au 24 décembre 2017 - principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 18 décembre

Déplacement à Washington

Mardi 19 décembre

9h - Entretien avec le président de la République, Élysée

11h - Entretien avec M. Ignazio Cassis, ministre suisse des affaires étrangères, Quai d'Orsay

12h15 - Entretien avec M. Anifah Aman, ministre malaisien des affaires étrangères, Quai d'Orsay

15h - Questions d'actualité, Assemblée nationale

16h30 - Entretien avec M. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, Quai d'Orsay

19h - Signature de plusieurs conventions de partenariat humanitaire, Quai d'Orsay

Mercredi 20 décembre

9h - Conseil restreint de défense, Élysée

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Audition sur le statut de Jérusalem et le processus de paix au Proche-Orient, Sénat

17h30 - Entretien avec les présidents du comité «Action Publique 2022», Quai d'Orsay

19h - Réunion avec les présidents de région, Quai d'Orsay

Vendredi 22 décembre

10h - Entretien avec M. Edward Nalbandian, ministre arménien des affaires étrangères, Quai d'Orsay

17h - Entretien avec Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, Quai d'Orsay

18h - Entretien avec M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'état auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Quai d'Orsay

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 18 décembre

10h - Entretien avec M. Patrick Bernasconi, président du conseil économique social et environnemental, Quai d'Orsay

11h30 - Entretien avec Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada, Quai d'Orsay

15h30 - Entretien avec M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'agence France presse, Quai d'Orsay

Mardi 19 décembre

9h - Entretien avec M. Cédric Villani, député, Quai d'Orsay

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Audition à la suite du Conseil européen, Assemblée nationale

Mercredi 20 décembre

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

19h - Réunion du ministre avec les présidents de région, Quai d'Orsay

Jeudi 21 décembre

9h - Audition à la suite du Conseil européen, Sénat

11h45 - Entretien avec M. Olivier Schrameck, président du conseil supérieur de l'audiovisuel, Quai d'Orsay

18h30 - Intervention au «Forum Europe», Paris

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 18 décembre

9h - Commission mixte franco-cubaine suivie d'un déjeuner, Quai d'Orsay

16h - Examen de conventions internationales, Assemblée nationale

Mardi 19 décembre

11h - Entretien avec M. Eric Pinon, président de l'association française de gestion financière, Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h45 - Questions au gouvernement, Sénat

18h30 - Entretien avec M. Edward Nalbandian, ministre arménien des affaires étrangères, Convention

Mercredi 20 décembre

9h - Conseil national du développement et de la solidarité internationale suivie d'un déjeuner, Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h30 - Entretien avec M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes, Convention

19h - Réunion du ministre avec les présidents de région, Quai d'Orsay

Jeudi 21 décembre

8h45 - Petit-déjeuner avec M. Alain Noque, président de l'union des industries et des métiers de la métallurgie, Convention

9h30 - Lancement du site France.fr, Quai d'Orsay

11h - Restitution des travaux sur le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (#plan entreprises), Bercy./.